



Syndicat CGT-ISAE
10, avenue Marc Pégérin
31055 TOULOUSE Cédex 4

Comité Social d'Administration

17 février 2026

Déclaration Liminaire

Madame la Présidente,

Mesdames et Messieurs les élus et membres du Comité Social d'Administration,

Cette nouvelle année s'inscrit dans un contexte mondial profondément anxiogène. Les conflits armés se multiplient, s'enracinent et se normalisent, tandis que le droit international, censé réguler les relations entre les États et protéger les peuples, est de plus en plus ouvertement bafoué.

La guerre en Ukraine se prolonge sans issue politique, et le Proche-Orient demeure un foyer de violences marqué par des violations graves du droit international. Mais ces dérives ne se limitent pas aux conflits armés : elles prennent aussi la forme d'ingérences politiques et économiques menées par l'ensemble des grandes puissances dans le mépris du multilatéralisme et de la souveraineté des peuples. Le Venezuela, soumis à des sanctions et pressions multiples, en est une illustration criante. Partout, le droit international recule face aux logiques de puissance et de domination.

Dans ce monde sous tension, les forces populistes d'extrême droite s'imposent dans de nombreux pays, prospérant sur les peurs, les replis identitaires et la désignation de boucs émissaires. Cette dynamique s'accompagne d'un recul préoccupant de la tolérance, des libertés et des politiques publiques ambitieuses en matière sociale et écologique. L'urgence climatique est reléguée derrière des priorités sécuritaires et économiques de court terme, tandis que les inégalités continuent de se creuser. Dans ce modèle, le capital prospère, souvent sans contrepartie, pendant que les solidarités s'érodent.

La situation nationale s'inscrit pleinement dans cette trajectoire. Après de longs mois d'incertitudes, un budget a finalement vu le jour, une fois encore par le recours à l'article 49.3, illustrant une pratique du passage en force devenue presque ordinaire. Ce budget fait, là encore, la part belle aux plus riches : les grandes fortunes et les ultra-riches continuent d'échapper largement à l'impôt, pendant que les services publics, les politiques sociales et environnementales sont contraints.

Dans ce contexte, il est frappant de constater que le ministère des Armées figure parmi les grands gagnants de cette loi de finances, avec un budget avoisinant les 57 milliards d'euros, hors pensions, un niveau inédit, présenté comme une nécessité face aux tensions internationales. Mais ce choix pose une question politique centrale : s'agit-il

SYNDICAT CGT ISAE

 lacgt@isae.fr -  poste 8639 -  <https://syndicat-cgt.isae.fr>
Permanence Syndicale tous les jeudis de 12h à 14h
Local syndical bâtiment 16





Syndicat CGT-ISAE
10, avenue Marc Pégérin
31055 TOULOUSE Cédex 4

de garantir la paix ou de se préparer à la guerre ? Tout indique que cette trajectoire budgétaire privilégie la militarisation et l'anticipation de conflits supposés inéluctables, au détriment d'un investissement ambitieux dans la diplomatie, la coopération internationale et la prévention des conflits. À l'heure où les armes parlent toujours plus fort, le silence de la diplomatie résonne comme un inquiétant renoncement collectif.

Cette logique de priorités inversées a des conséquences très concrètes pour nos établissements et pour les personnels. Tandis que des milliards sont mobilisés pour préparer des conflits futurs, les agents du service public continuent de subir l'austérité : dans notre EPA comme dans l'ensemble de la fonction publique, les salaires sont gelés depuis 2010, malgré une inflation qui a lourdement amputé le pouvoir d'achat, les carrières restent durablement bloquées par des taux d'avancement insuffisants, privant nombre de collègues de reconnaissance et de perspectives à la hauteur de leur engagement.

À cela s'ajoute la mise en place de la Protection sociale complémentaire, présentée comme une avancée mais qui se traduit, pour une large part des personnels, par un coût souvent plus élevé pour des garanties parfois équivalentes, voire inférieures. Beaucoup d'agents, notamment les familles monoparentales, y voient avant tout une charge supplémentaire sur des budgets déjà fragilisés. Dans le même temps, il est difficile d'ignorer que cette réforme profite largement à l'opérateur retenu, Harmonie Mutuelle, qui a engrangé en 2025 des profits exceptionnels, révélant un déséquilibre choquant entre les efforts imposés aux personnels et les bénéfices d'un acteur privé.

L'ensemble de ces éléments nourrit un profond sentiment d'injustice et de lassitude parmi les agents. Il nous conduit à poser aujourd'hui une question centrale : **quelles sont réellement les priorités de notre établissement et de notre ministère ?** La poursuite d'une logique de financiarisation et de mise en concurrence permanente, ou la reconnaissance concrète des personnels, de leur travail, de leurs conditions de vie et du sens du service public qu'ils portent au quotidien ?

Pour conclure, nous rappelons avec force que la situation actuelle n'est ni une fatalité ni le simple produit d'un contexte extérieur : elle résulte de choix politiques clairs, et donc réversibles. Face à la militarisation croissante, à un État qui trouve des milliards pour préparer la guerre mais pas pour reconnaître durablement le travail de ses agents, et à un établissement de plus en plus soumis aux logiques de concurrence et de financements privés, nous affirmons qu'une autre trajectoire est non seulement possible, mais nécessaire. Le service public, l'enseignement et la recherche ne peuvent être soumis aux seules logiques de marché : les personnels ne sont ni des coûts ni des variables d'ajustement, ils sont la richesse première de notre EPA et les garants de ses missions.

SYNDICAT CGT ISAE

 lacgt@isae.fr -  poste 8639 -  <https://syndicat-cgt.isae.fr>
Permanence Syndicale tous les jeudis de 12h à 14h
Local syndical bâtiment 16





Syndicat CGT-ISAE
10, avenue Marc Pégérin
31055 TOULOUSE Cédex 4

Nous attendons donc des actes concrets : une revalorisation salariale réelle après quinze années de gel, des perspectives d'avancement dignes de ce nom, une remise à plat de la Protection sociale complémentaire pour qu'elle bénéficie réellement aux agents, et un changement clair de stratégie de financement. Ce CSA doit être un véritable lieu de débat et de décisions courageuses, faute de quoi le malaise continuera de s'aggraver. Les personnels n'attendent plus des promesses, mais des preuves de reconnaissance, de respect et un avenir à la hauteur de leur engagement.

Mesdames, Messieurs, nous vous remercions de votre attention.

Les élus CGT du Comité Social d'Administration de l'ISAE.

SYNDICAT CGT ISAE

 lacgt@isae.fr -  poste 8639 -  <https://syndicat-cgt.isae.fr>
Permanence Syndicale tous les jeudis de 12h à 14h
Local syndical bâtiment 16

